

La réintégration difficile au lendemain du cauchemar libyen



Une femme et son enfant dans un centre d'accueil à Benin City, au sud du Nigeria. © D.R.

Un rapport de Human Rights Watch, publié le 27 août dernier, dénonce l'état terrible des "survivants de la traite" à leur retour. Beaucoup souffrent notamment de "troubles psychologiques graves", de "problèmes de santé et sont stigmatisés".

Gloria se considère comme une "privilegiée". Elle est partie avec quatre autres filles vers l'Europe, mais après avoir vécu l'enfer pendant près d'un an bloquée en Libye, elle est la seule à avoir été rapatriée au Nigeria. Trois de ses amies sont mortes pendant le voyage. La jeune femme de 26 ans a même trouvé un petit boulot de retour à Benin City, grâce à un programme de formation mis en place par l'État d'Edo, une région du sud du Nigeria d'où partent encore la majorité des candidats nigériens à l'exil. Gloria rêvait de devenir styliste. À la place, elle coud des survêtements synthétiques à la chaîne dans un atelier miteux pour 15 000 nairas par mois (40 euros), mais "remercie Dieu d'avoir un travail". "Après avoir payé le transport pour rentrer à la maison, il ne reste presque rien", assure Gloria, dans un joli t-shirt jaune. "Mais je ne me plains pas. Je ne veux pas en demander trop. J'ai juste besoin d'un toit et de quoi manger", confie-t-elle. Comme beaucoup parmi les 14 000 jeunes Nigériens rentrés de Libye depuis 2017, Gloria "ne veut" pas en demander trop". Elle s'en veut encore d'avoir un jour osé rêver que la vie pouvait être meilleure ailleurs, et d'avoir cru naïvement des passeurs promettant de rejoindre l'Europe en moins de deux semaines.

Brisés

La plupart des Nigériens rapatriés via le programme de retour volontaire des Nations unies ont entre 17 et 35 ans et sont sans diplôme. Pendant des mois, et pour certains des années, ils sont restés bloqués en Libye, vendus, extorqués par leurs passeurs, et incapables de traverser la Méditerranée avec le durcissement des politiques d'immigration de l'Union européenne. De retour dans leur pays d'origine, ils se retrouvent souvent confrontés à une vie encore plus difficile que lorsqu'ils sont partis : criblés de dettes, sans emploi, brisés par les tortures de leurs trafiquants et par leurs rêves échoués. Un rapport de Human Rights Watch publié le 27 août dernier dénonce l'état terrible des "survivants de la traite" à leur retour. Beaucoup souffrent notamment de "troubles psychologiques graves", de "problèmes de santé et sont stigmatisés". Les quelques centres ou associations qui existent pour s'occuper d'eux disposent de très peu d'aide financière et "sont incapables de répondre aux besoins des survivants sur le long terme". L'État d'Edo, qui a dû accueillir à lui seul 4800 des 14 000 rapatriés nigériens depuis 2017, a mis en place un rare programme de soutien pour ces populations extrêmement vulnérables : un transport gratuit à leur descente de l'avion de l'aéroport de Lagos jusqu'à Benin City, deux nuits d'hôtel, une heure de soutien psychologique et une allocation d'une centaine d'euros environ. C'est une goutte d'eau pour affronter une nouvelle vie, mais assez pour alimenter les jalousies dans un pays où les aides d'État sont quasiment inexistantes et où 83 millions de personnes vivent sous le seuil de l'extrême pauvreté (1,90 dollar par jour et par personne). La société les montre du doigt et les surnomme avec dédain les "retournés" ou les "déportés". "Les gens disent que les "retournés" ont des traitements préférentiels", explique Ukinebo Dare, responsable du programme Edo Innovates de formation professionnelle ouvert à tous à Benin City. Il en fait la visite guidée : des salles de classe ultramodernes où des étudiants apprennent à "coder", à faire de la photographie, à monter une petite entreprise ou le b.a-ba du marketing.

Stigmatisés

"Nous veillons à les mélanger avec d'autres jeunes. Nous ne voulons pas qu'ils soient stigmatisés", explique la jeune femme. "C'est une priorité d'offrir des formations pour tous les jeunes, car ce sont autant de potentiels migrants." Selon le Bureau national des statistiques, 55% des moins de 35 ans n'avaient pas d'emploi au Nigeria fin 2018. Des chiffres particulièrement inquiétants dans ce pays qui a l'une des croissances démographiques les plus élevées au monde. Tike, lui, avait un petit boulot avant de tenter de gagner l'Europe en février 2017. "Quand je pense au passé, j'ai envie de pleurer", lâche-t-il dans son minuscule appartement où il vit avec sa petite amie, elle aussi de retour de Libye, et leur fille de 4 mois. Tike est rentré "physiquement" en décembre 2017. Son esprit, lui, était encore "là-haut", paralysé dans la "paranoïa" et les "traumas", confie-t-il. Mais quelques mois plus tard, sans aucun soutien psychologique, il a "retrouvé la vie", comme il dit, et a décidé de suivre une formation en boucherie. Cela fait plus d'un an qu'il a monté des dossiers auprès de diverses organisations d'aide à la réintégration, dont l'OIM (Organisation internationale pour les migrations), mais il n'a pas trouvé d'emploi et n'a pas d'argent pour démarrer sa propre société. "Beaucoup de jeunes se tournent vers les "cultes" (gangs locaux)", reconnaît Tike. "Ils sont facilement recrutés par les mafias qui leur promettent un peu d'argent." Depuis l'année 2018, une période très difficile économiquement pour le pays, la criminalité a augmenté dans l'État d'Edo, selon les données officielles. "Les "retournés" sont tenus pour responsables", regrette Lilian Garuba, de la Force spéciale contre la migration illégale, une antenne contre le trafic des êtres humains mise en place par l'État d'Edo. "La société les perçoit comme des problèmes et non pour ce qu'ils sont : des victimes."

Spirale de la dette

Peter, 24 ans, a été arrêté quelques jours après son retour. Sa mère avait emprunté de l'argent à un créancier du quartier pour réunir le millier d'euros nécessaire afin de payer les passeurs. "Dès qu'il a entendu dire que j'étais revenu, il a menacé ma famille. La police est venue m'arrêter", raconte-t-il à l'AFP, encore tremblant. Sa mère a dû ré-emprunter de l'argent à un autre créancier pour éponger ses dettes. Une spirale de pauvreté dont Peter ne sait comment s'extraire, sauf peut-être en rêvant, encore et toujours de l'Europe. Il en est déjà à deux tentatives infructueuses. "Quand je suis rentré la première fois de Libye, je me suis dit que j'allais essayer en passant par un autre pays. Mais au Maroc, c'était encore pire, et grâce à Dieu j'ai pu rentrer au Nigeria." C'était

il y a quelques semaines. "Depuis je n'ai plus rien, rien, lâche-t-il, la gorge nouée. Une voix à l'intérieur de moi me dit "tue-toi", "finis-en". Mais bon... Ça servirait à quoi ? Je ne peux pas faire ça à ma mère."

Par Sophie BOUILLON (AFP)